


<p align="center">REPUBLIQUE FRANCAISE</p>		<p align="center">Dossier n° PC 95254 23 B0002</p>
<div align="center">  <p align="center">Commune de FREMECOURT</p> </div>		<p>Date de dépôt : 13/07/2023 Demandeur : S.A. Madame RAINGUEZ Anne représentée par Mme RAINGUEZ Anne Pour : Extension d'un bâtiment équestre Adresse terrain : 20 rue des Vieilles vignes 95830 FREMECOURT</p>

ARRÊTÉ

Refusant une demande de Permis de construire comprenant ou non des démolitions au nom de la commune de FREMECOURT

n°24 du 28/10/2023

Le Maire,

Vu la demande de permis de construire comprenant ou non des démolitions pour l'extension d'un bâtiment équestre présentée le 13/07/2023 par la SA MADAME ANNE RAINGUEZ, représentée par Madame RAINGUEZ Anne, demeurant 20 Rue des Vieilles Vignes à FREMECOURT (95830) ;

Vu l'objet de la demande :

- Pour l'extension d'un bâtiment équestre ;
- Sur un terrain situé 20 rue des Vieilles vignes, cadastré Y 87 ;
- Pour une surface de plancher créée de 84 m² ;

Vu les pièces complémentaires en date du 01/09/2023 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi du 2 mai 1930, modifiée, relative à la protection des Monuments Naturels et des Sites.

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21/02/08 et mis à jour le 24/02/17 ;

Vu l'avis favorable tacite du SEAAT Service de l'environnement, de l'agriculture et de l'accompagnement des territoires ;

Vu l'avis défavorable de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine en date du 18/09/2023 ;

Considérant que l'Architecte des Bâtiments de France s'est prononcé défavorablement aux motifs que :

L'extension projetée, implantée à cheval sur trois volumes différents (le volume principal et les deux auvents) et en étant plus haute que ces derniers (les auvents), entraîne une volumétrie générale complexe et contraire à la typologie des constructions traditionnelles locales. Par ailleurs, elle perturbe la lisibilité du volume principal et de la hiérarchie des volumes en étant plus large que celui-ci. Ainsi, le projet est de nature à modifier la perception du paysage urbain protégé qui fait partie intégrante du site inscrit et dont il convient de préserver la présentation.

ARRETE

Article 1 : La demande de Permis de construire comprenant ou non des démolitions est **REFUSEE**.

Le

28 octobre 2023

Le Maire

Stéphane BALAN



NOTA : Recommandations de l'Architecte des Bâtiments de France :

Compte tenu que les travaux projetés, dans leurs dispositions actuelles, porteraient atteinte à la qualité du site à préserver, un nouveau projet doit être réalisé en prenant en compte les indications suivantes :

Prévoir, par exemple, une extension dans le prolongement des murs du volume principal existant et moins haute que celui-ci.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les 2 MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.